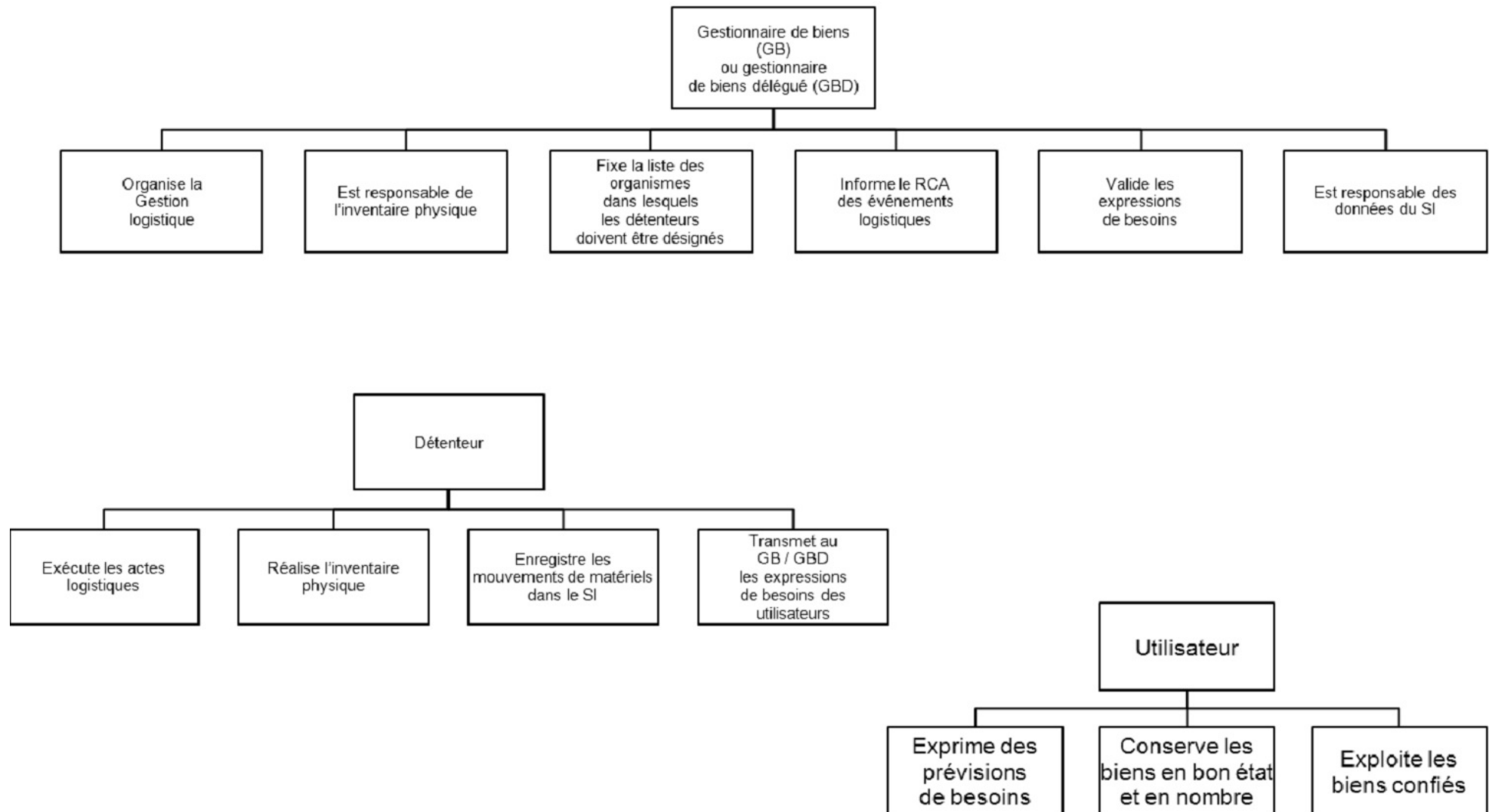


ANNEXE I.
**LES ACTEURS DE LA GESTION LOGISTIQUE DES BIENS MOBILIERS ET LEURS ATTRIBUTIONS [ARTICLE 4. DE L'ARRÊTÉ DU 21
FÉVRIER 2012, RÉFÉRENCE C)].**



ANNEXE II.
RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS LIÉES À LA GESTION LOGISTIQUE DES BIENS.

APPENDICE II.A.
GESTIONNAIRES DE BIENS DÉLÉGUÉS (ÉTABLISSEMENTS DU SERVICE
D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE - DIRECTIONS D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE -
CELLULE OPÉRATIONNELLE).

	GESTIONNAIRE DE BIENS (DIRECTION CENTRALE DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE).	GESTIONNAIRES DE BIENS DÉLÉGUÉS (ÉTABLISSEMENTS DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE - DIRECTIONS D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE - CELLULE OPÉRATIONNELLE).
DÉCISIONS RELATIVES À L'ENTRÉE DU BIEN DANS LE SUIVI LOGISTIQUE.		
Entrée du bien en suivi logistique (1).	Oui	Oui
Placement initial dans un statut/sous-statut.	Oui	Oui
DÉCISION DE TRANSFERT DU BIEN.		
Transfert d'un statut ou sous-statut à un autre.	Oui	Oui
Transfert d'un GB à un autre.	Oui	Non
Transfert d'un GBD à un autre.	Oui	Non
Transfert d'un détenteur à un autre.	Oui	Oui
Transfert d'un utilisateur à un autre (2).	Oui	Oui
DÉCISION DE SORTIE DU BIEN DU SUIVI LOGISTIQUE (MONTANTS AUTORISÉS).		
Restitution.	Illimité	Illimité
Échange standard.	Illimité	/
Intégration.	Illimité	/
Déclassement.	Illimité	/
Cession à titre onéreux (3).	215 000 euros	215 000 euros
Élimination (4).	Illimité	45 000 euros
TRAITEMENT DES PERTES, DESTRUCTIONS, DÉTERIORATIONS, DÉFICITS (MONTANTS AUTORISÉS).		
Décision de sortie des biens perdus, détruits ou en déficit après recensement, des ressources logistiques.	Illimité	< 10 000 euros
DÉCISION DE MISE À DISPOSITION D'UN BIEN (MONTANTS AUTORISÉS).		
Mise à disposition à titre onéreux (5).	Illimité	230 000 euros
<p>(1) L'entrée du bien dans le suivi logistique résulte d'une constatation ou d'une décision du GB ou du GBD (ex : acquisition, cession au bénéfice du ministère, etc.). Le fait générateur est l'acceptation du bien. Elle correspond à la date du procès-verbal de réception ou du procès-verbal de constatation d'un excédent physique lors des opérations d'inventaire.</p> <p>(2) Les actes de transfert d'un utilisateur à un autre au sein de la chaîne du SID sont exécutés par les détenteurs.</p> <p>(3) En matière de cession à titre onéreux, la compétence du GB et de ses délégués se limite aux cessions à un autre service de l'État. Les décisions de cession à titre gratuit sont du ressort du ministre de la défense.</p> <p>(4) L'élimination désigne les opérations suivantes :</p> <p>- aliénation par remise à France Domaine ;</p>		

- pour l'élimination suite à un retrait d'un bien sans emploi en raison de la disparition du besoin qu'il devait satisfaire ou pour un bien en excédent, le dossier d'élimination est transmis préalablement à la DCSID pour avis des prescripteurs ;

- pour l'élimination d'un matériel non utilisable classé non réparable ou abandon d'une remise en état.

(5) La décision de mise à disposition à titre gratuit d'un organisme extérieur au département ministériel est du ressort du ministre de la défense.

APPENDICE II.B.
GESTIONNAIRES DE BIENS DÉLÉGUÉS DU GROUPEMENT AÉRIEN DES INSTALLATIONS AÉRONAUTIQUES.

	GESTIONNAIRE DE BIENS (DIRECTION CENTRALE DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE).	GESTIONNAIRES DE BIENS DÉLÉGUÉS DU GROUPEMENT AÉRIEN DES INSTALLATIONS AÉRONAUTIQUES.
DÉCISIONS RELATIVES À L'ENTRÉE DU BIEN DANS LE SUIVI LOGISTIQUE.		
Entrée du bien en suivi logistique (1).	Oui	Oui
Placement initial dans un statut/sous-statut.	Oui	Oui
DÉCISION DE TRANSFERT DU BIEN.		
Transfert d'un statut ou sous-statut à un autre.	Oui	Oui
Transfert d'un GB à un autre.	Oui	Non
Transfert d'un GBD à un autre.	Oui	Non
Transfert d'un détenteur à un autre.	Oui	Oui
Transfert d'un utilisateur à un autre (2).	Oui	Oui
DÉCISION DE SORTIE DU BIEN DU SUIVI LOGISTIQUE (MONTANTS AUTORISÉS).		
Restitution.	Illimité	Illimité
Échange standard.	Illimité	Illimité
Intégration.	Illimité	Illimité
Déclassement.	Illimité	Illimité
Cession à titre onéreux (3).	215 000 euros	215 000 euros
Élimination (4).	Illimité	Illimité
TRAITEMENT DES PERTES, DESTRUCTIONS, DÉTERIORATIONS, DÉFICITS (MONTANTS AUTORISÉS).		
Décision de sortie des biens perdus, détruits ou en déficit après recensement, des ressources logistiques.	Illimité	< 10 000 euros
DÉCISION DE MISE À DISPOSITION D'UN BIEN (MONTANTS AUTORISÉS).		
Mise à disposition à titre onéreux (5).	Illimité	230 000 euros
<p>(1) L'entrée du bien dans le suivi logistique résulte d'une constatation ou d'une décision du GB ou du GBD (ex : acquisition, cession au bénéfice du ministère, etc.). Le fait générateur est l'acceptation du bien. Elle correspond à la date du procès-verbal de réception ou du procès-verbal de constatation d'un excédent physique lors des opérations d'inventaire.</p> <p>(2) Les actes de transfert d'un utilisateur à un autre au sein de la chaîne du SID sont exécutés par les détenteurs.</p> <p>(3) En matière de cession à titre onéreux, la compétence du GB et de ses délégués se limite aux cessions à un autre service de l'État. Les décisions de cession à titre gratuit sont du ressort du ministre de la défense.</p> <p>(4) L'élimination désigne les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aliénation par remise à France Domaine ; - pour l'élimination suite à un retrait d'un bien sans emploi en raison de la disparition du besoin qu'il devait satisfaire ou pour un bien en excédent, le dossier d'élimination est transmis préalablement à la DCSID pour avis des prescripteurs ; - pour l'élimination d'un matériel non utilisable classé non réparable ou abandon d'une remise en état. <p>(5) La décision de mise à disposition à titre gratuit d'un organisme extérieur au département ministériel est du ressort du ministre de la défense.</p>		